

**RAPPORT N° 2022/1-04
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 10 février 2022**

OBJET

VOIRIE D'INTERET COMMUNAUTAIRE – AMENAGEMENT DE LA ROUTE DE PITON CAILLOUX ET DU CHEMIN ARTHUR RIMBAUD (COMMUNE DE SAINTE-MARIE) – AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 2 AU MARCHE DE TRAVAUX N° 2020/029 POUR LE LOT N° 2 – AMENAGEMENT DE LA ROUTE DE PITON CAILLOUX

1 - HISTORIQUE

Le 26 octobre 2017, le Bureau de la communauté a approuvé la passation d'une convention constitutive d'un groupement de commande entre la CINOR et la ville de Sainte-Marie en vue de la réalisation des travaux d'aménagement de la route de Piton Cailloux et du chemin Arthur Rimbaud.

Pour rappel, les travaux consistaient, pour la CINOR, en la rénovation complète de ces voies déclarées d'intérêt communautaire sur un linéaire total de 3 km et, pour la ville de Sainte-Marie, en la rénovation, l'extension et un maillage renforcé (réseau de refoulement) de son réseau de distribution d'eau potable sur le même secteur.

Pour plus d'efficacité, il a été décidé de scinder l'opération en deux lots géographiques distincts donnant chacun lieu à un marché de travaux séparé :

- Lot 1 : Aménagement du chemin Arthur Rimbaud
- Lot 2 : Aménagement de la route de Piton Cailloux

A l'issue de la procédure de mise en concurrence lancée sur la base des articles R. 2161-2 à 2161-5 du code de la commande publique en vue de la réalisation des prestations du lot n° 2 – aménagement de la route de Piton Cailloux – et suite à la décision du Bureau de la communauté en date du 17 décembre 2020, un ordre de service de démarrage des travaux a été notifié le 09 mars 2020 à l'entreprise PICO OI pour un montant de travaux de 2 929 657 € HT (Tranche Ferme : 2 745 115,26 € HT ; Tranche Optionnelle : 184 541,74 € HT).

La durée d'exécution du marché était fixée comme suit :

- Tranche Ferme : 8 mois (hors congés du BTP) y compris une période préparation de 2 mois ;
- Tranche Optionnelle : 3 mois (hors congés du BTP) y compris une période de préparation de 1 mois.

Par la suite, le Bureau communautaire, en séance du 17 décembre 2020, a autorisé le Président à signer l'avenant n° 1 au marché de travaux pour ce lot n° 2 pour un montant supplémentaire de 370 514,03 € HT (soit 12,77 % du montant initial du marché) afin de tenir compte des aléas intervenus en cours de chantier qui ont généré une augmentation du volume des prestations à réaliser et des prix nouveaux.

Cet avenant n° 1 a fait passer le montant initial du marché de travaux pour le lot n° 2 de 2 929 657 € HT à 3 270 874,46 € HT.

Après la notification de la décision de poursuivre et de l'avenant n° 1 le montant initial du marché de travaux pour le lot n° 1 de 2 596 000 € HT est passé à 3 392 628,88 € HT, soit + 796 628,88 € HT.

En cours de chantier, l'entreprise a dû appliquer des mesures de sécurité sanitaire permettant de lutter contre la propagation du virus SARS-Cov2 (COVID 19) et a sollicité ainsi la CINOR en vue d'une prise en charge des surcoûts décrits ci-après d'un montant de 74 592,44 € HT liés aux prestations réalisées pendant la période des travaux durant la crise sanitaire.

Après négociations intervenues sur les postes suivants entre la CINOR et l'entreprise, il est proposé un montant d'indemnisation de 22 531,61 € HT :

- prestations de nettoyage et de désinfection du chantier initialement facturées à 4 400 € HT pour 22 jours soit 26 200 € HT pour les 131 jours c'est-à-dire sur la durée globale du chantier. Ce montant a été négocié à 6 550,00 € HT (coûts journaliers initialement fixés à 200 € HT/jour et ramenés à 50 €/jour) ;
- temps de formation et de reprise du chantier, initialement facturé à 1 650 € HT pour 22 jours soit 22 244,46 € HT pour les 131 jours c'est-à-dire sur la durée globale du chantier. Ce montant a été négocié à 2 825,61 € HT ;
- non activité des engins pendant le temps de formation, initialement facturé à 2 337,5 € HT pour 22 jours soit

Accusé de réception en préfecture
N° 2022-02928
Date de télétransmission : 17/02/2022
N° 2022-02928

13 918.75 € HT pour les 131 jours, c'est-à-dire sur la durée globale du chantier. Ce montant a été négocié à 750,00 € HT.

Les coûts indirects liés à la perte de rendement pour application des gestes barrières sont restés à la charge de l'entreprise dans le cadre du marché.

Ces modifications nécessitent la passation d'un avenant n° 2 au marché de travaux contracté avec l'entreprise PICO OI pour la réalisation des prestations du lot n° 2 – aménagement de la route de Piton Cailloux.

II – OBJET ET JUSTIFICATIONS DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de réajuster le montant des travaux de l'entreprise PICOT OI pour le lot n° 2 – aménagement de la route de Piton Cailloux – justifié par les imprévues auxquelles l'entreprise a dû faire face dans le cadre de la gestion de l'épidémie de COVID 19 et qui ont généré à la fois une augmentation du délai initial portant la date de fin contractuelle du marché au 30 avril 2021 au lieu du 16 avril 2021 fixé aux termes de l'avenant n°1 et des surcoûts cités ci-après.

L'avenant qui en découle s'appuie sur l'article L.2194-3° du CCP (cahier des clauses particulières) relatif aux circonstances imprévues et la circulaire n° 6177-SG du 9 juin 2020 prise par le 1^{er} Ministre portant sur la prise en charge des surcoûts liés à l'épidémie de COVID 19.

Les modifications apportées au marché initial sont les suivantes :

- fournitures COVID pour le personnel (masques, gels hydroalcooliques, savon, etc...) :.....+ 14 114,46 € HT
- fournitures COVID pour les locaux :.....+ 367,15 € HT
- organisation du chantier suite COVID.....+ 8 050,00 € HT

Soit un total de :.....+ 22 531,61 € HT

L'entreprise ayant consenti à un rabais complémentaire le surcoût est donc ramené à 20 789,92 € HT représentant 0,71 % du montant initial du marché,

Sur cette base, la répartition des dépenses est la suivante :

	Budget Principal		Budget Assainissement EU		Budget Eau		TOTALS	% avenant
	T.F.	T.O.	T.F.	T.O.	T.F.	T.O.		
Marché initial	2 050 499.22	-	343 428.43	184 541.74	351 187.61	-	2 929 657.00	
Avenant n°1	+ 322 594.23	-	-	-	+ 47 919.80	-	+ 370 514.03	+ 12.65
Avenant n°2	+ 14 551.09	-	3 746.67	-	2 492.16	-	+ 20 789.92	+ 0.71
Marché init. + av. 1&2	2 387 644.54	-	347 175.10	184 541.74	401 599.57	-	3 320 960.95	+ 13.36

Le nouveau montant du marché est donc porté à la somme de :

Montant initial HT des travaux :.....2 929 657.00 €

Montant HT de l'avenant n°1 et 2 :.....391 303.95 €

% d'écart introduit par l'avenant n° 1 et 2 : +13.36%

Nouveau montant H.T. des travaux après passation avenant n°1 et n° 2 :.....3 320 960.95 €

T.V.A. 8.5 % :.....282 281.68 €

Nouveau montant T.T.C. des travaux en € TTC :.....3 603 242.63 €

Ce projet d'avenant a été validé par la Commission d'Appels d'Offres du 02 février 2022.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220210-BC2022-1-04-DE
Date de télétransmission : 17/02/2022
Date de réception préfecture : 17/02/2022

- Approuver l'avenant n° 2 au marché de travaux d'aménagement de la route de Piton Cailloux et du chemin Arthur RIMBAUD sur la commune de Sainte-Marie pour le lot n° 2 – aménagement de la route de Piton Cailloux – passé avec l'entreprise PICO OI pour un montant supplémentaire de 20 789,92 € HT ;
- Autoriser le Président à signer cet avenant portant le montant du marché pour ce lot n° 2, après avenants n° 1 et n° 2 à 3 320 960,95 € HT.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220210-BC2022-1-04-DE
Date de télétransmission : 17/02/2022
Date de réception préfecture : 17/02/2022

**DECISION N° 2022/1-04
du Bureau de la Communauté
en séance du 10 février 2022**

OBJET

VOIRIE D'INTERET COMMUNAUTAIRE – AMENAGEMENT DE LA ROUTE DE PITON CAILLOUX ET DU CHEMIN ARTHUR RIMBAUD (COMMUNE DE SAINTE-MARIE) – AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 2 AU MARCHE DE TRAVAUX N° 2020/029 POUR LE LOT N° 2 – AMENAGEMENT DE LA ROUTE DE PITON CAILLOUX

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/1-04 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220210-BC2022-1-04-DE
Date de télétransmission : 17/02/2022
Date de réception préfecture : 17/02/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver l'avenant n° 2 au marché de travaux d'aménagement de la route de Piton Cailloux et du chemin Arthur RIMBAUD sur la commune de Sainte-Marie pour le lot n° 2 – aménagement de la route de Piton Cailloux – passé avec l'entreprise PICO OI pour un montant supplémentaire de 20 789,92 € HT.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer cet avenant portant le montant du marché pour ce lot n° 2, après avenants n° 1 et n° 2 à 3 320 960,95 € HT.

Nombre de votants : 12 (dont 1 procuration) Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

17 FEB 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220210-BC2022-1-04-DE Date de télétransmission : 17/02/2022 Date de réception préfecture : 17/02/2022
--